

Les crédits

discours. Je tiens à le féliciter également de sa motion qui a le mérite de relier la question de l'emploi à celle de la compétitivité de notre pays sur le plan international.

J'avais entrepris assez récemment de consulter quelques-uns de mes électeurs sur la question de l'éducation. J'ai reçu une petite note de la part d'un certain M. Pugsley, professeur de gestion à l'Université McGill. Personne n'aurait pu mieux que lui résumer la question. Il écrivait qu'il existe un rapport important entre une population active bien formée et le commerce international pour un pays de la taille du Canada, mais quand on en parle, on ne réussit qu'à faire bâiller les gens. Personne n'aurait pu mieux l'exprimer, et je me réjouis de voir un de mes collègues faire ressortir cette corrélation entre les deux.

Je voudrais qu'il nous dise ce qu'il pense de l'éducation et de son rapport avec la population active et avec la redéfinition de la place du Canada sur le marché international. Pourrait-il insister sur la nécessité d'une stratégie nationale en matière d'éducation vue sous cet angle?

M. MacLaren: Monsieur le Président, je suis très heureux que mon collègue, le député d'Ottawa-Centre, ait soulevé à nouveau la question, à laquelle j'ai fait allusion dans mon discours, de l'importance vitale de l'enseignement, au sens le plus large du terme, pour augmenter la productivité au Canada, à savoir, notre capacité de concurrencer les autres pays dans une économie de plus en plus planétaire.

Tout programme d'enseignement que lui et moi préconiserions comprendrait, j'en suis sûr, un éventail d'activités pour un gouvernement fédéral. Il irait des programmes d'adaptation à court terme qui sont nécessaires pour atténuer les conséquences de l'évolution subie par le commerce international et le rôle qu'y joue le Canada, jusqu'à la contribution à long terme que peut apporter un gouvernement fédéral à l'enseignement des Canadiens pour que ces derniers puissent être vraiment concurrentiels dans une économie planétaire.

Naturellement, nous sommes tous pleinement conscients à la Chambre que les gouvernements provinciaux assument la principale responsabilité de l'enseignement dans notre fédération. Mais également, nous reconnaissons tous, j'en suis certain, qu'au cours des années, le gouvernement fédéral du Canada a joué un rôle important en transférant les fonds et en appuyant l'enseignement au Canada, qui est malheureusement un domaine victime, dans une certaine mesure, des compressions budgétaires du gouvernement, ce qui n'a pas permis par

conséquent aux jeunes Canadiens de pouvoir soutenir efficacement la concurrence dans l'économie mondiale.

J'espère que, lorsque le prochain gouvernement arrivera au pouvoir, et ce sera un gouvernement libéral, nous verrons la mise en place de ce plan, qui a déjà été discuté et examiné avec les Canadiens dans tout le pays. Il faut définir le rôle que le gouvernement fédéral peut jouer, non seulement dans l'aide apportée à l'adaptation à court terme qui est souvent nécessaire pour permettre une transition à une industrie ou à une société, en ce qui concerne la concurrence globale, mais aussi à long terme, ce à quoi mon collègue pensait, j'en suis sûr, quand il a soulevé la question.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, j'ai une question à poser à mon honorable collègue. J'ai écouté avec soin les propos qu'il a tenus en présentant cette importante motion et, à dire vrai, je trouve que ce qu'il préconise est plus conforme à la pensée traditionnelle de notre parti qu'à celle du parti libéral.

Ainsi, comme il s'inquiète au premier chef de l'inflation, j'aimerais lui poser trois questions. Ma première question porte sur l'inflation dont le niveau se situe entre 4 et 5 p. 100. Le député pourrait-il nous dire à quel niveau se situait l'inflation à l'époque où le parti libéral exerçait le pouvoir en 1982?

Le député d'Etobicoke-Nord a parlé des dépenses du gouvernement et de son déficit. Sans doute sait-il que le gouvernement enregistre maintenant un excédent de 14 milliards de dollars au chapitre des dépenses d'exploitation. Pourrait-il nous dire à combien se chiffrait l'excédent ou le déficit à l'époque où le parti libéral exerçait le pouvoir en 1982 ou 1983?

Ma troisième et dernière question porte sur le cercle vicieux où, selon lui, le gouvernement se serait engagé. Il a utilisé une sorte d'analyse conservatrice et ajouté que les taux d'intérêt élevés alimentent l'inflation. Sait-il quel niveau les taux d'intérêt et l'inflation avaient atteint au Canada en 1982, et sait-il quel niveau les taux d'intérêt et l'inflation atteignent maintenant en Grande-Bretagne, en comparaison du Canada, à la suite de sa décision d'engager des dépenses et d'assouplir sa politique monétaire?

M. MacLaren: Monsieur le Président, j'ignore si le député était à la Chambre des communes en 1982. Il devrait très bien savoir que, entre 1980 et 1982, le Canada, comme le reste du monde, essayait de se sortir d'une grave crise économique engendrée principalement par la